

Eau : Urgence d'claré

Rapport de la d'ication à la prospective du Sénat, présenté à la présidence le 19 mai 2016 par Henri Tandonnet et Jacques Lozach, rapporteurs. Sénat, mai 2016.

Titre

Eau : Urgence d'claré

Auteurs

Henri Tandonnet

Jean-Jacques Lozach

Éditeur

Sénat

ISSN

1249-4356

Pages

206

Sortie

mai 2016

Prix

6.50 euros

Henri TANDONNET

Jean-Jacques LOZACH

Ce rapport se fixe une double ambition. D'abord, dresser un état des lieux, aussi concis et clair que possible, pour rendre la mesure du phénomène inquiétant qu'est le risque de pénurie et pour anticiper les différents usages de l'eau, en se gardant d'opposer ses usagers et d'alimenter les conflits inutiles. Ensuite, envisager les mesures propres à préserver un bien commun essentiel à la survie de l'humanité et de la biodiversité, à la fois sous l'angle d'une gestion optimisée de la ressource et d'une gouvernance au plus près de la réalité des territoires.

Avant-propos

Alors que le phénomène du dérèglement climatique est désormais avéré, qu'il suscite une prise de conscience internationale et la définition d'objectifs chiffrés pour en limiter les effets, la menace sur l'eau et le risque de pénurie restent insuffisamment perçus et mal anticipés. En partant de ce constat préoccupant, la définition à la prospective a souhaité engager une réflexion sur la gestion de l'eau à un horizon de moyen-long terme dans notre pays. Contrairement aux idées reçues, la France subira, elle aussi, les conséquences de l'élévation des températures et de la modification spatiale et temporelle du régime des précipitations. En même temps que la ressource se fera plus rare, tout particulièrement en période estivale, les besoins continueront d'augmenter en raison de l'accroissement démographique, de la modification des modes de vie et d'alimentation, du développement des loisirs et du tourisme. Du croisement des courbes d'offre et de demande résultera inévitablement un effet de ciseaux, au risque de cristalliser des conflits entre les différents usagers de l'eau et d'obliger à des choix politiques difficiles.

Soucieux de sensibiliser les décideurs, et plus largement l'opinion publique, à la nécessité de préparer aujourd'hui les partages de demain pour ne pas les subir, ce rapport se veut lanceur d'alerte. À partir d'un état des lieux d'ensemble, il explore les pistes susceptibles de préserver un bien commun essentiel à la survie de l'humanité et de la biodiversité, à la fois sous l'angle d'une gestion optimisée de la ressource et d'une gouvernance au plus près de la réalité des territoires. Car, ne l'oublions pas, l'eau doit être respectée comme une ressource rare : elle ne se crée pas, elle se gère.